



LA FÉDÉRATION HORLOGÈRE

ULLMER, AIX-BERNE

ABONNEMENTS

Un an 6 fr. 3 fr.
Six mois 3 fr. 1 fr.
Autres pays 8 » 4 » port en sus
On s'abonne à tous les bureaux de poste

ANNONCES

Provenant de la Suisse 20 ct. la ligne
de l'étranger 25 »
Minimum d'une annonce 50 centimes
Les annonces se paient d'avance

Paraissant le mercredi et le samedi, à Bienne

Prix du numéro 10 centimes

Bureaux: Rue Neuve 38^a

Les décisions du Comité central des sections ouvrières de la Fédération horl.

Comme on le lira dans le protocole de la séance du Comité central ouvrier qui a précédé la séance du Comité central de la Fédération horlogère, l'attitude que certaines sections de la Chaux-de-Fonds ont cru devoir prendre à la suite du congrès ouvrier du 5 février, a fait l'objet d'une sérieuse discussion.

La sortie de ces sections que nous n'avons pas cru devoir signaler parce qu'elle revêtait un caractère momentané d'après les termes mêmes de la lettre par laquelle le délégué de la Chaux-de-Fonds les notifiât au Comité central, était basée sur deux décisions prises au congrès du 5 février. L'une relative à la nomination d'une commission exécutive ouvrière, l'autre relative à la formation d'une caisse contre les risques de chômage. La lettre indiquait en outre que les sections de la Chaux-de-Fonds ne reconnaissent aucun autre pouvoir que celui du Comité central général.

Nous n'avons pas à intervenir dans les organisations particulières des diverses fractions qui forment la Fédération horlogère; mais, l'attitude des sections dissidentes étant rendue publique par la publication qui nous est demandée du protocole de la séance du Comité ouvrier, nous avons le devoir d'examiner, en nous plaçant à un point de vue purement objectif, si les motifs invoqués ont une importance qui suffise à expliquer une détermination qui aurait pu avoir pour conséquence de jeter des germes dissolvants dans les sections ouvrières des autres régions. Nous le ferons, en nous maintenant dans les limites d'une complète impartialité.

LA COMMISSION EXÉCUTIVE OUVRIÈRE

L'idée d'adjoindre une commission exécutive au Comité central ouvrier n'est

pas nouvelle. Après le congrès du 23 janvier 1887, où furent désignées les localités qui devaient nommer les sept membres du Comité central ouvrier — considérés déjà alors comme devant former la moitié du Comité central général — la constatation que les décisions prises n'avaient été qu'imparfaitement exécutées, avait révélé la nécessité de donner, au Comité central ouvrier, la force de cohésion qui lui manquait et d'imprimer à son activité, une unité que les distances qui séparent ses membres et la difficulté de les réunir souvent, rendaient difficile à obtenir.

Aussi, dans la première journée du congrès des 5 et 6 juin 1887, la nomination d'un comité directeur était-elle votée sans opposition. Voici ce que nous lisons dans le protocole de la séance, que nous avons publié dans notre numéro du 17 juin :

« Le Comité central définitif sera nommé sur les mêmes bases que le Comité central provisoire. Il sera donc composé de sept membres désignés par les sections de chacune des localités suivantes: Bienne, Chaux-de-Fonds, Locle, Porrentruy, Granges, St-Imier et Moutier. Dans le but de donner une plus grande unité d'action au Comité central, il sera complété par un Comité directeur de cinq membres choisis dans une même localité.

« Bienne et la Chaux-de-Fonds sont proposées; à la votation, Bienne obtient 52 voix et la Chaux-de-Fonds 70. Les sections ouvrières de cette localité nommeront les membres du Comité ouvrier. »

Le Comité central ouvrier eut sa première séance à la Chaux-de-Fonds, le 24 juillet 1887. Nous transcrivons les passages suivants du protocole de la séance à laquelle assistait M. Schaad, l'un des membres de la Commission exécutive :

« Il est admis que la Fédération aura pour organes :

« a) Le Comité central de sept membres élus par les sections locales de

Chaux-de-Fonds, Bienne, Saint-Imier, Locle, Porrentruy, Moutier et Granges, pour la période d'une année.

« b) Une commission exécutive (dénommée comité directeur), composée de 5 membres nommés pour l'exercice 1887-1888, par les sociétés de la Chaux-de-Fonds et y résidant.

« c) Le Secrétariat général de la Fédération horlogère.

« La Commission exécutive constituera elle-même son bureau et comptera dans son sein le membre du Comité central de la Chaux-de-Fonds, M. A. Ducommun. Le Secrétariat général de la Fédération sera le secrétaire de la Commission exécutive. »

Le congrès du 5 février 1888, en reprenant la question de la nomination d'une commission exécutive, n'a donc fait que sanctionner une décision du congrès des 5 et 6 juin 1887, décision confirmée par le Comité central ouvrier dans sa séance du 24 juillet 1887 mais qui, il est vrai, n'avait reçu qu'un commencement d'exécution puisque les sections de la Chaux-de-Fonds, qui avaient accepté pour leur ville le siège de cette commission, n'avaient désigné que trois de ses membres et que cette commission incomplètement nommée n'a jamais fonctionné, à notre connaissance du moins.

Il n'en reste pas moins établi que le congrès du 5 février est resté, en ce qui concerne la Commission exécutive, sur le terrain des décisions antérieurement prises avec le concours des délégués des sections ouvrières de la Chaux-de-Fonds.

Et maintenant, l'organisation des sections ouvrières de la Fédération horlogère est-elle parfaite? C'est ce que l'avenir se chargera de démontrer. En ce qui nous concerne, nous sommes pour la plus grande simplification possible des rouages de la Fédération horlogère et nous applaudirons à toutes les modifications qui au

ur rront péosultat de rendre plus faciles et plus actifs les rapports administratifs qui doivent exister entre les divers organes de l'institution.

Nous avons d'ailleurs lieu de croire que ce désir est partagé par tout le monde et que personne n'hésitera à supprimer les rouages qui pourraient être reconnus inutiles avec le temps, mais sur la valeur pratique desquels ils serait difficile de se prononcer dès aujourd'hui en connaissance de cause.

Et puis, toutes ces questions nous paraissent de bien minime importance en regard de celles qui touchent aux conditions faites à la classe ouvrière par la crise intense qui sévit dans ce moment, par la baisse continue et sans fin des salaires et des gains, par la concurrence inintelligente et ruineuse que les gâcheurs font aux fabricants honnêtes et consciencieux, par les offres de travail au grand rabais émanant d'ouvriers, par toutes ces causes enfin qui nous conduiront tout droit à la décadence et à la ruine si nous ne savons pas faire trêve à nos luttes intestines.

Qu'importe qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas une Commission exécutive ouvrière ! Les destinées du mouvement fédératif ne doivent pas être liées à la conservation ou à la suppression d'un rouage qu'à un moment donné les ouvriers fédérés ont unanimement considéré comme nécessaire à la bonne marche et au développement de leur organisation, contre lequel on s'élève aujourd'hui avant même qu'il ait eu l'occasion de fonctionner et qu'on pourrait, sans danger nous semble-t-il, laisser faire ses preuves pendant un temps avant de le juger et de le condamner.

En admettant même que la Commission exécutive ouvrière soit un trop fait, nous ne voyons pas qu'il puisse y avoir là, un motif sérieux de désert, même momentanément, le drapeau de la Fédération horlogère. Ce serait un bien grand résultat d'une bien petite cause; aussi espérons-nous voir bientôt la fin de cette mésintelligence.

Nous publierons, dans notre prochain numéro, le règlement de la caisse contre les risques de chômage, adopté dans la dernière séance du Comité central ouvrier et nous l'examinerons au double point de vue de la Fédération horlogère générale et des motifs que les sections ouvrières dissidentes puissent dans cette création pour justifier leur attitude présente.

Séance du Comité central ouvrier,

tenue à La Chaux-de-Fonds le 30 avril 1888.

Présidence de M. Paul Porchat.

Membres présents : MM. P. Froidevaux, de Porrentruy ; A. Sauser, de Moutier ; G. Zürcher, de Bienne ; A. Dubois, de St-Imier ; P. Porchat, du Locle.

Membres absents, MM. Tschui, de Granges et A. Ducommun, de Chaux-de-Fonds.

M. Jeanloz, secrétaire de la Commission exécutive et M. F. Huguenin, planteur, membre de la dite commission, assistent à la séance.

La nomination de M. Jeanloz comme secrétaire de la Commission exécutive est approuvée à l'unanimité et avec remerciements pour les services déjà rendus.

Il est donné lecture de deux lettres émanant de M. A. Ducommun agissant au nom des sections de Chaux-de-Fonds, la première en date du 26 février annonçant ne pas reconnaître les statuts de la Fédération ouvrière et la Commission exécutive et ne reconnaître que le pouvoir du Comité central dans son ensemble, la seconde en date du 10 mars annonçant que l'élaboration de statuts purement ouvriers le 5 février et la nomination d'une Commission exécutive ouvrière ont eu pour résultat de désorganiser certaines sections à la Chaux-de-Fonds. M. Ducommun ajoute ensuite que diverses démissions de sections ont été décidées ensuite d'une lettre insultante qu'avait fait paraître M. A. Dubois dans la *Fédération horlogère* du 25 février en réponse à l'article des présidents de Chaux-de-Fonds paru dans le numéro 12 du même journal.

A l'égard de la décision prise par quelques sections de Chaux-de-Fonds de se retirer de la Fédération ouvrière, le Comité central ouvrier considérant que la constitution de la dite Fédération ouvrière est un fait acquis depuis le 5 février ne peut que passer à l'ordre du jour. MM. A. Dubois et P. Froidevaux proposent un amendement à cette décision qui est accepté : c'est que le Comité central ouvrier conserve de bons rapports avec les sections dissidentes de Chaux-de-Fonds et que leurs démissions ne soient considérées que comme temporaires.

M. A. Dubois demande à ce qu'il soit examiné si le terme de lettre insultante est justifié et déclare être prêt à s'incliner devant la censure. L'article en question lu, est reconnu à l'unanimité comme n'étant pas insultant, mais exact dans la teneur de ses appréciations.

Afin d'assurer d'une façon normale la marche de la Fédération ouvrière, il est décidé que deux membres de la Commission exécutive assisteront aux séances du Comité central ouvrier, avec voix délibérative et consultative.

Examinant la question de l'organisation définitive et complète de la Fédération horlogère suisse, il est décidé que la demande ci-dessous sera remise au Comité central général par écrit et signée de tous les membres :

« Considérant que la question du travail « réciproque entre membres de la Fédération « horlogère, patrons et ouvriers, posée à Neuchâtel le 31 juillet 1887, n'a été qu'ajournée ; « les membres ouvriers du Comité central « proposent la mise en vigueur immédiate de « ce principe destiné à devenir la pierre angulaire de la Fédération, à amener le groupement général de tous les horlogers et par « suite de cette cohésion rendre plus efficace « le but que poursuit la Fédération. »

Chaque délégué fait ensuite un rapport sur la situation de sa région respective, sous le rapport de l'organisation ouvrière; quelques régions laissent à désirer, aussi un redoublement d'efforts est jugé nécessaire. Le groupe de Moutier un peu disloqué depuis la grève par le fait que plusieurs indemnités resteraient encore à payer aux ouvriers, il est décidé que si le syndicat des repasseurs, démonteurs et remonteurs ne peut solder en plein ces arrérages, qu'un appel de fonds sera fait aux autres syndicats, la grève de Moutier ayant été reconnue officiellement par le congrès ouvrier dès 5 et 6 juin 1887.

La Commission exécutive présente ensuite un projet de budget pour son fonctionnement. Le congrès ouvrier du 5 février ayant omis ce point essentiel, le Comité central ouvrier ne se sent pas compétent pour accepter ce projet qui nécessiterait en premier lieu de nouvelles charges pour les fédérés. Cette question est donc renvoyée au prochain congrès, mais avec les desideratas suivants :

« Que le secrétaire de la Commission exécutive soit rétribué au prorata du travail accompli. Cette rétribution sera accordée « par une décision du congrès et d'après le « préavis des dépenses présenté par le secrétaire lui-même, mais que toutefois cette « allocation ne pourrait dépasser mille francs. »

Comme les frais courent déjà, il est décidé qu'une tombola générale sera organisée dans toute la Fédération. Le produit servira à solder les dépenses courantes et le surplus en sera versé dans la Caisse de secours en cas de chômage. Cette tombola sera organisée par la Commission exécutive.

Après examen, le Comité central ouvrier adopte en plein et avec remerciements le projet de règlement pour une caisse de chômage présenté par la Commission exécutive.

Après avoir nommé M. Paul Porchat aux fonctions de président de la Fédération ouvrière horlogère et M. G. Zürcher comme vice-président, la séance est levée à midi et quart.

Le Secrétaire :
Alcide Dubois.

NOUVELLES DES ASSOCIATIONS

Syndicat des patrons monteurs de boîtes.

A ce jour, 173 ateliers occupant 1814 ouvriers ont adhéré au nouveau syndicat. Le travail de propagande se poursuit avec succès et tout fait prévoir que dans un mois, une première assemblée générale des intéressés pourra être convoquée pour examiner les propositions qui lui seront soumises par le Comité central de la Société suisse des patrons monteurs de boîtes, qui doit se réunir prochainement.

Syndicat des fabricants d'horlogerie.

La grande majorité des fabricants de la région bernoise est bientôt acquise au syndicat. Le bureau de la Société intercantonale des industries du Jura, qui a bien voulu se charger de la propagande à faire dans les autres régions, fera rapport sur les résultats obtenus, dans l'assemblée de délégués du 15 courant.

Société intercantonale des industries du Jura.

Réunion des délégués en assemblée générale le mardi 15 mai 1888, à Neuchâtel, à l'Hôtel-de-Ville, à 11 heures du matin.

Ordre du jour : Rapport annuel. Nomination du bureau. Divers.

NOUVELLES DIVERSES

Règlement des contestations douanières en Italie. — A maintes reprises, dit le *Bollettino delle finanze, ferrovie e industrie*, il est arrivé en Italie qu'un commerçant, n'étant point satisfait de la solution donnée par le ministre des finances à une contestation douanière, s'adressait à la chambre de commerce de son ressort pour obtenir un appui contre la décision prise. La nou-

velle loi, récemment promulguée, qui établit la procédure à suivre en matière de contestations douanières, a accueilli en partie les désirs si fréquemment formulés par les représentants du commerce. Elle établit que la partie qui soulève un conflit douanier a la faculté de provoquer sur celui-ci le jugement de la chambre de commerce de la circonscription du bureau de douane. Il y a recours de ce jugement auprès du ministre des finances, tant pour le bureau de douane que pour le contribuable. Pour profiter de la faculté introduite par le nouveau procédé de règlement des contestations douanières, le réclamant doit demander que la contestation soit déferée à l'examen de la chambre de commerce du ressort.

Grandes faillites de banques à Buenos-Ayres. — Le correspondant viennois du *Standard* adresse à ce journal la dépêche suivante :

« On annonce de Trieste que 15 maisons de banque à Buenos-Ayres (République Argentine) ont, ces jours derniers, suspendu leurs paiements. Le passif de l'une d'elles s'élèverait à 7 millions de pesos. La banque du gouvernement refuse d'escompter les billets. Plusieurs maisons de ports de mer italiens subissent de grandes pertes à la suite de ces faillites. »

Etats-Unis. — On écrit de New-York au *Moniteur de la bijouterie et de l'horlogerie*, de Paris :

« Un homme remarquable qui vient de mourir, c'était certainement Charles Dickinson, le président de la Waterbury Watch Company. Une maladie de cœur l'a emporté subitement. Charles Dickinson était un type d'Américain dans le véritable sens du mot, prévoyant et prudent tous les jours, entreprenant quand il le fallait ; il n'a pas peu con-

tribué à mettre la Waterbury Watch Company dans la situation florissante où elle se trouve. »

France. — En présence de la grève des ouvriers d'une usine de verrerie à Pantin, tous les patrons verriers des départements de la Seine et de Seine-et-Oise ont formé un syndicat et ont décidé d'éteindre les feux de leurs usines si les ouvriers de Pantin ne reprenaient pas le travail. L'ensemble des usines occupe trois mille ouvriers. Les patrons ont informé le préfet de leurs décisions. Le préfet les a engagés à faire des concessions, mais cette démarche n'a pas abouti. Une dépêche de Paris en date d'hier, dimanche, annonce que les maîtres verriers des départements sus-nommés ont éteint les fours des cristalleries et verreries.

Les ouvriers ont dû tenir dans la soirée une grande réunion dans laquelle ils devaient délibérer sur l'attitude à prendre devant cette résolution des patrons.

Le plus clair résultat de ce regrettable conflit sera de priver de travail un grand nombre de personnes et, si l'inaction dure, de favoriser la concurrence étrangère.

CORRESPONDANCES PARTICULIÈRES

Bienne, le 6 mai 1888.

Monsieur le rédacteur,

Le principe du travail réciproque à donner et à recevoir entre membres de la Fédération horlogère, inscrit dans le projet de la Société des fabricants et chefs d'atelier de Bienne, n'avait pas trouvé grâce devant l'assemblée de l'Intercantonale où les statuts de la Fédération furent élaborés. Dès lors, la question a dormi un peu dans les préoccupations des

patrons et des ouvriers, mais ce n'était que pour se réveiller et prendre une forme nouvelle par la demande d'application qui vient d'en être faite par le Comité central ouvrier.

Que sera le sort de cette proposition ? La sanction que lui a donnée le Comité central de la Fédération horlogère est peut-être loin encore d'avoir une portée absolument pratique, car les groupements ouvriers et patronaux ne sont pas partout assez compactes pour que l'on puisse sans danger, essayer du système de la réciprocité. Il est donc nécessaire d'agir avec la plus grande prudence et de ne pas risquer, par une application intempestive, de faire le jeu de ceux qui restent en dehors de la Fédération.

Cependant, ainsi que vous le disiez dans votre dernier numéro, on pourrait essayer dans les localités où l'organisation est avancée et Bienne ou St-Imier paraissent toutes désignées pour cela.

On sait que les adhésions au syndicat des fabricants sont facilement obtenues dans notre région. Eh bien, qui empêchera de tenter un essai loyal du travail mutuel et réciproque ? Une fois l'exemple donné, il sera suivi ailleurs et le groupement général aura fait un grand pas.

Nous soumettons l'idée à l'attention de la commission d'initiative du syndicat.

Agréez, etc.

X.

Changes		DEMANDÉ	OFFERT
France	à vue	100 12 1/2	100 17 1/2
Bruxelles	»	99 95	100 05
Italie	»	98 1/3	99 1/2
Londres	»	25 31 1/4	25 35
Amsterdam	»	209 3/4	210
Allemagne	»	124 15	124 25
Vienne	»	199	199 1/4
5 mai		COURS DES MÉTAUX	7 mai
287		Argent	287

Fabrication mécanique
de
BOITES de MONTRES
EN PLAQUÉ OR
à tout titre et en tous genres
ROBERT GYGAX
St-IMIER
Téléphone 387

FABRICATION DE BOITES DE MONTRES
OR, PLAQUÉ,
argent et galonné 226
PFÄFFLI & MARQUIS
GENÈVE

T É L É P H O N E
ARNOLD HUGUENIN
45, Rue du Progrès, 45
CHAUX-DE-FONDS
HORLOGERIE COMPLIQUÉE
Répétitions quarts et minutes, avec tous genres de complication, grandes sonneries quarts et minutes, quantités perpétuels, chronographes avec compteurs minutes.
Toutes mes répétitions sont réglées aux températures 287
et peuvent obtenir des bulletins à l'observatoire
T É L É P H O N E

COMMERCE ET LAMINAGE D'ACIERS
en tous genres et pour tous usages 321
SPÉCIALITÉS POUR L'HORLOGERIE
ED. MATEY-FREY
CORGÉMONT
(Suisse)
Médaille à l'Exposition nationale horlogère de Chaux-de-Fonds en 1881

FABRICATION DE MONTRES SOIGNÉES

Demandez

MARQUE

le Canard

SPÉCIALITÉ de

REMONTOIRS

18, 19 et 20 lignes

Garantis

OR, ARGENT

DÉPOSÉE

PLAQUÉ & MÉTAL

avec cache-pousière et échappements ancrés, à renversements Breguet et spiraux Paillard, Palladium non magnétique, breveté s. g. d. g., accompagnés de bulletins de marche de l'Observatoire cantonal.

PRIX MODIQUES

329

Exportation
Vente en gros

H. CODONET

Pour la Suisse
vente au détail

58, Quartier-Neuf — BIENNE — Café du Pont, 58

FABRICATION DE BIJOUTERIE

ET D'HORLOGERIE

303



AUG. WEBER
A BIENNE



Chronomètres, chronographes simples et avec compteurs à minutes
Répétitions et secondes indépendantes, montres sans aiguilles

Pour conserver et maintenir les **Parquets de bois dur, planchers de sapin, escaliers de bois**, employez la

RÉSINOLINE-LA-CLAIRE

Exiger la marque
aux deux hiboux



Exiger la marque
aux deux hiboux

Cette excellente préparation entretient admirablement le bois, auquel elle donne de la dureté. Elle empêche pendant un très long temps la formation de la poussière sur les planchers et rend ainsi un service à l'hygiène des habitations. Elle se laisse étendre facilement au moyen d'un chiffon de laine et sèche immédiatement sans laisser d'odeur. On l'emploie pour enduire et conserver les parquets et planchers des locaux où l'on circule beaucoup, comme les **Fabriques, Ateliers, Bureaux, Magasins, Cafés-Restaurants, Salles d'écoles, etc.**

Rabais par forte quantité.

348

Dépôts à la Chaux-de-Fonds, MM. Alex. Stauffer, rue de l'Hôtel-de-Ville; Alb. Breguet, rue du Temple allemand; Verpillat, négociant. — St-Imier, J. von Gunten. — Neuchâtel, Alf. Zimmermann. — Cormondrèche, William Dubois. — Fleurier, Margot-Vaucher. — Ste-Croix, Emile Recordon. — Bienne, J. Graedel, Pasquart.

Usine de Produits chimiques, La Claire, LOCLE

FABRICATION

de

CADRANS EN TOUS GENRES

G. PFUND & FILS

BIENNE

286

AVIS

Les fabricants livrant des montres sav. 20 lig. rem. ancre ligne droite, réglage Breguet, cal. ponts ronds, chatons partout, chronographie dessous à 2 aiguilles mécanisées indépendamment, sont priés de donner leur adresse case N° 2708, au Locle. 388

BUREAU INTERNATIONAL DE
BREVETS D'INVENTION
GENÈVE SUISSE
E. JMER-SCHNEIDER

MOTEURS A GAZ
ET AU PÉTROLE

Dépense 20 c. par heure et p. cheval

Demandez tarif à

J.-E. BOETTCHER

339 Ingénieur à Genève

CONTREFAÇON DE MARQUE DE FABRIQUE

La fabrique de boîtes de montres

SCHLATTER & FLOTRON

à Madretsch

signale aux intéressés à l'industrie horlogère le fait que sa *marque de fabrique* — *unelocomotive* — étant souvent imitée, elle livrera à la rigueur des tribunaux les individus coupables de cette contravention.

UNE RÉCOMPENSE

sera donnée, après jugement rendu, à toute personne qui fournira à la maison sus-nommée, des renseignements exacts et précis sur les contrevenants. 315

FABRIQUE D'HORLOGERIE

PAR PROCÉDÉS MÉCANIQUES

Spécialité de Remontoirs au pendant

SYSTÈME INTERCHANGEABLE

314

AEBY & CIE

MADRETSCH, près BIENNE (Suisse)

Médailles aux expositions de Philadelphie, Paris, Rome, Chaux-de-Fonds, Bienne, Amsterdam et Anvers

Mention de 1^{re} classe à l'exposition nationale de Zürich 1883

ETABLISSEMENT MÉTALLURGIQUE

Achat de cendres et lingots sur essai

Fente de déchets de toute nature

et essayeur de matières or et argent

AUFRANC & CIE

BIENNE

Dépôt de coke de St-Etienne — Charbons de bois
Creusets de toutes espèces

GROS ET DÉTAIL